



HÉRACLÈS

MARS 2010

36

LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE DE LA COMMUNAUTÉ DOCTRINALE TERRESTRE

COM BL1	PAGE 3	ACTUALITÉS	PAGE 4	RETEX	PAGES 5/6	TRIBUNE	PAGE 16
«La brigade logistique, grande unité de soutien des forces terrestres.»		«La préparation opérationnelle des unités logistiques, affaire de tous»		«Rationaliser les déploiements logistiques»		«La logistique un métier et surtout un état d'esprit»	
GBR Bertrand Louis PFLIMLIN Cdt la 1 ^{re} BL		Colonel Christian BARRIERE, colonel adjoint de la 1 ^{re} BL		Colonel Eric PELATAN Chef d'état-major de la 1 ^{re} BL		GBR Jean-Philippe HOUDINET, adjoint soutien du COMFT	

EDITORIAL

S'il est une brigade qui vit «non stop» au rythme des opérations extérieures, c'est bien la brigade logistique.

Dans le maelström de la récente réorganisation des forces logistiques, le rôle de cette brigade s'est trouvé renforcé et ses missions sont totalement tournées vers les opérations. Héritière des 1^{ère} et 2^{ème} BL, elle conserve la tâche d'armer sur un théâtre, un PC de Groupe de Soutien InterArmées de Théâtre mais aussi, aujourd'hui, un PC de Groupe de Soutien Terre. Ses unités assurent douze mois sur douze l'armement des modules logistiques sur l'ensemble des théâtres. Mais elle soutient aussi, en métropole, toutes les opérations de montée en puissance et d'acheminement des forces projetées. Enfin elle participe aux contrôles opérationnels et VAP de l'ensemble des formations logistiques, y compris celles du SMITer.

Depuis longtemps impliqués dans la coopération interarmées, le personnel, les unités et les PC de la brigade, enrichis de leurs multiples expériences en OPEX, participent chaque jour à l'amélioration de la synergie des capacités logistiques interarmées.

La profonde réorganisation 2009/2011 des forces logistiques impose par ailleurs une révision complète, déjà entamée¹, de tout le corpus doctrinal logistique.

Les réflexions des pages qui suivent enrichiront certainement les travaux en cours. Il en va de la crédibilité de la force terrestre, et de ses unités logistiques en particulier, de relever les défis interarmées d'aujourd'hui et de demain.

**Le général de division Thierry OLLIVIER,
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces**

1 Cf. le concept de soutien des forces terrestres, paru ; la doctrine de soutien des FT en OPEX ou sur la protection des convois, en cours de rédaction.

LE MOT DE LA PUBLICATION

2010

Nouvelle année, nouvelle brigade, nouvelle maquette... Ce premier numéro d'**Héraclès** 2010 donne la parole à la «nouvelle» **1^{ère} brigade logistique (1 BL)** ; il fait donc un point sur «une fonction incontournable, intégrante et démultiplicatrice, à la fois connaissance, science et art» : la logistique moderne.

Ce numéro 36 est aussi l'occasion d'étreindre la nouvelle maquette d'**Héraclès**, élaborée en tenant compte des suggestions faites par nos lecteurs à la suite de l'enquête de satisfaction conduite fin 2009.

Le n°37, d'avril 2010, sera l'occasion pour le **RCC (Regional Command Capital)** Kaboul, de donner sa vision de l'Afghanistan.

A paraître en juin 2010 : le numéro 38 confié à l'EMF 3.



LE CDEF VOUS INFORME (DDo)

ROHUM ET AVENIR

Le CDEF a organisé les 25 et 26 juin 2009 un séminaire sur le ROHUM ayant comme objectif d'analyser le RETEX des engagements récents et de débattre des problématiques entourant cette question.

Ces débats et présentations ont confirmé l'importance du ROHUM dans les diverses phases du combat de contre rébellion notamment pour permettre une meilleure compréhension par les chefs d'un environnement devenu de plus en plus complexe. Ils ont également montré que les moyens spécialisés de l'armée de terre (13^{ème} RDP, 2^{ème} RH, GRI et bientôt les sections RECINF des BRB), aujourd'hui engagés sur tous les théâtres d'opérations, ont su s'adapter avec intelligence et pragmatisme à ces nouveaux engagements.

Un effort va encore être mené pour mieux prendre en compte la dimension multinationale et inter-armées des engagements et mettre en place systématiquement des structures de coordination du ROHUM aux niveaux 3 et 4 (2X en terme OTAN). Les procédés de la surveillance et de la reconnaissance spécialisée vont aussi devoir s'adapter au durcissement des engagements actuels. Ces évolutions devront s'accompagner d'une meilleure information sur le ROHUM au profit des forces et des chefs interarmes.

Les études sur les aspects juridiques de la gestion et de l'interrogation des personnes capturées se poursuivent au niveau interarmées pour permettre rapidement l'engagement des équipes spécialisées, dont la plus value et la nécessité sont reconnues sur le terrain.

LCL Nicolas DELLENBACH
adjoint du chef de bureau renseignement

COM BDE BL1

3 - La brigade logistique, grande unité de soutien des forces terrestres.

ACTUALITÉS

4 - La préparation opérationnelle des unités logistiques, affaire de tous.
4 - ASIA, entre héritage et futur.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

5 - Rationaliser les déploiements logistiques.
6 - Une certification multinationale réussie, le JLSG de la NRF 11.
8 - Le BSIA Licorne.
9 - Le BATLOG Tchad.
10 - Le DETLOG Liban.

RÉFLEXIONS

11 - Le soutien des opérations en cours, modularité et sur-mesure.
12 - L'escorte de convoi.
13 - Spécificité du soutien au ravitaillement voie terrestre.
14 - Spécificité du soutien santé.
15 - Le soutien de l'homme.

TRIBUNE

16 - La logistique un métier et surtout un état d'esprit.
16 - Requalifier le PC de la base logistique divisionnaire (BLD) ?
17 - Quel entraînement pour le soutien de quel combat interarmes ?

NOS LECTEURS NOUS INFORMENT

18 - Du *leadership*...
20 - Entraînement des analystes opérationnels américains.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GÉNÉRAL (2s) CLAUDE KOESSLER
RÉDACTEUR EN CHEF : CAPITAINE GWENAËLLE DENONIN
DIFFUSION, RELATIONS AVEC LES ABONNÉS : MAJOR CATHERINE BRÉJEON
MISE EN PAGE : CHRISTINE VILLEY
GRAPHISME DE LA MAQUETTE : Nanci FAUQUET
IMPRESSION : IMPRIMERIE BIALEC
95 BOULEVARD D'AUSTRASIE - BP 10423 - 54001 NANCY CEDEX

HÉRACLÈS EN LIGNE : www.CDEF.TERRE.DEFENSE.GOUV.FR
ADRESSE DU CDEF : 21, PLACE JOFFRE 75700 PARIS SP 07





LA BRIGADE LOGISTIQUE, GRANDE UNITÉ DE SOUTIEN DES FORCES TERRESTRES



GÉNÉRAL DE BRIGADE BERTRAND LOUIS PFLIMLIN, COMMANDANT LA 1^{ÈRE} BRIGADE LOGISTIQUE

A l'été 2009, la logistique de l'armée de Terre s'est profondément modifiée en organisation et dans la répartition des missions. La dissolution du commandement logistique de la force terrestre (CFLT) et la fusion des brigades logistiques, le rattachement des unités du

Matériel au service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer), l'émergence de nouvelles structures traitant de logistique au sein du commandement des forces terrestres (divisions soutien, maintenance, et logistique amont) et le transfert de compétences concernant la gestion des transits de l'armée de Terre vers un organisme interarmées (centre des transports et transits de surface) sont les traits marquants de ce changement.

Ce tsunami de la réorganisation n'est pas sans conséquence pour la 1^{ÈRE} brigade logistique (BL1) qui devient la seule grande unité logistique organique des forces terrestres.

Désormais, la BL1 a des missions qui couvrent un large spectre, de la préparation à l'engagement d'un poste de commandement de groupement de soutien interarmées de théâtre (PC GSIAT) de niveau opératif et d'un poste de commandement de groupement de soutien terre (GST) à l'engagement opérationnel des modules logistiques projetés. Simultanément, elle participe, au quotidien, au soutien de l'armée de Terre sur le théâtre national, aux missions intérieures type VIGIPIRATE, tout en conservant une capacité de réaction dans l'urgence

(GUEPARD et TITAN). Tout ceci, fait de cette brigade une unité atypique qui conjugue complexité dans les structures, spécificités dans les missions et exigence dans les résultats.

IL EST DONC INDISPENSABLE DE FAVORISER UNE SYNERGIE TACTICO-LOGISTIQUE, AU RISQUE [SINON] DE SACRIFIER UN PILIER MAJEUR DANS L'ENGAGEMENT OPÉRATIONNEL DES FORCES TERRESTRES.

Comme les autres brigades interarmes, la 1^{ÈRE} BL est aussi un réservoir de forces qui prépare son personnel à la fois, comme logisticien pour la maîtrise de son expertise et comme combattant pour préserver son potentiel sur le terrain.

Contrairement aux brigades interarmes, elle ne connaît pas de cycle et le «bruit de fond» est permanent. En effet, elle conduit ses missions du temps de paix au bénéfice de l'armée de Terre (soutien de l'homme, transports routiers, ...) et assure au quotidien la relève de ses unités logistiques projetées.

Enfin, au regard des spécificités des missions des dix régiments de la brigade qui ont tous à fournir beaucoup d'effets sur le terrain, la brigade doit appréhender de multiples savoir-faire en vue de l'engagement opérationnel.

En conclusion, la logistique de l'armée de Terre a été profondément transformée sans que ses «clients» ne s'en rendent compte. Unique unité organique, la 1^{ÈRE} BL doit entraîner, préparer, s'engager, réagir et conduire les expérimentations. Il est donc indispensable de favoriser une synergie tactico-logistique, au risque de sacrifier un pilier majeur dans l'engagement opérationnel des forces terrestres

LA PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE DES UNITÉS LOGISTIQUES, « AFFAIRE DE TOUS »

COLONEL CHRISTIAN BARRIERE, COLONEL ADJOINT DE LA 1^{ÈRE} BL

Logisticien en opération, c'est :

- s'inscrire dans un dispositif structuré, depuis l'entrée sur le théâtre jusqu'à l'avant, en passant par des plots intermédiaires à constitution variable (BSD, BATLOG, DETLOG),
- ou encore, agir dans un contexte particulier (OMLT),
- mais toujours dans des conditions d'engagement durcies (Liban, Afghanistan).

D'où une préparation individuelle et collective, complexe, exigeante, interdépendante de l'interarmes qui va impliquer :

1. PARTENARIAT.

Sans logistique, il n'y a pas de tactique et vice versa. Les interactions sont fortes et, quel que soit le niveau de l'unité logistique, son entraînement n'est crédible que s'il est replacé dans un dispositif cohérent avec une représentation impérative des échelons haut et bas (TC 2).

Le recours au partenariat doit être « réflexe » en la matière au sein du CFT via les EMF et les BIA.

2. MUTUALISATION.

Les unités logistiques ne disposent pas organiquement de certains matériels qu'elles servent en opé-

ration (VBL, FAMAS « infanterie », etc.).

Leur cœur de métier technique ne suffit pas pour l'engagement. Au-delà du fond de sac du soldat, des savoir-faire complémentaires (brouilleur, VAB TOP, LPA, etc...) doivent être acquis.

Le recours aux moyens et expertises extérieurs est impératif.

3. PARTAGE DES RESPONSABILITÉS.

Que ce soit dans la préparation des logisticiens en modules adaptés (DetLog, renfort) ou en OMLT, la responsabilité de l'inter-armes (GTIA et BIA) est élargie.

ASIA¹, ENTRE HÉRITAGE ET FUTUR

COLONEL CHRISTIAN BARRIERE, COLONEL ADJOINT DE LA 1^{ÈRE} BL

Tous les théâtres ont leurs propres caractéristiques et le métier d'ASIA « générique » est décrit dans les textes de référence. ASIA de l'opération DAMAN au 1^{er} semestre 2008, je ne m'y intéresserai pas spécifiquement et ne retiendrai sur le sujet que 2 mots importants à mon sens :

- Héritage,
- Futur.

1. HÉRITAGE.

L'ASIA transmet un héritage différent selon le moment de son entrée en scène.

- En entrée de théâtre, il est fondamental.

C'est celui des grands choix initiaux qui vont peser sur les déploiements logistiques et le

volume du soutien, et ce, pour toute la durée de l'opération (concentration ou dispersion des unités sur le terrain, choix des sites).

f

L'option retenue va fixer le cadre d'action, le contraignant et ne laissant qu'une marge de liberté très réduite, surtout en multinational.

- En cours d'action.

Les ASIA s'inscrivent dans une dynamique de relais. Le temps de leur mandat est court et seule la continuité dans l'action est gage

d'efficacité. C'est un devoir réciproque (descendant/entrant).

Il ne doit pas y avoir des politiques d'ASIA mais un seul fil directeur commun à dérouler.

2. FUTUR.

En matière de politique, il n'y a que « la nationale » (évolution de la force engagée et calendrier). Les audits « métropoles » sont insuffi-

sants en l'espèce ; ne faisant la plupart du temps que des constats, leur plus value est limitée.

L'ASIA a besoin d'une information claire venant du plus haut niveau (EMA), afin de planifier, préparer sur zone et traiter en multinational.

¹ ASIA : adjoint soutien interarmées.

RETEX

RATIONALISER LES DÉPLOIEMENTS LOGISTIQUES

COLONEL ERIC PELATAN, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA 1^{ÈRE} BL

Depuis le 1^{er} août 2009, la brigade logistique est l'unique grande unité de soutien des forces terrestres. En « guerre », elle arme en simultané deux PC (celui du Groupement de Soutien Inter Armées de Théâtre-GSIAT et celui du Groupement de Soutien Terre-GST) dans une logique doctrinale dont les paramètres initiaux ont beaucoup évolué.

La période semble propice pour recalibrer le dispositif logistique opérationnel.

1 - LA LOGISTIQUE DE THÉÂTRE.

C'est un déroulé processionnel du PC SNF au TC1 avec, pour les opérations récentes, des démarques profondes.

11 - Soutien National France (SNF).

Le Représentant National France/ADCONFRANCE est responsable des forces françaises engagées. Il dispose d'un PC dédié. Il a autorité sur les unités logistiques françaises.

12 - Base Logistique Inter Armées de Théâtre (BLIAT).

L'entrée sur un théâtre d'opérations extérieur entraîne un dispositif d'accueil inter-armées, la plupart du temps multinational. Les moyens français constituent une BLIAT armée par un GSIAT ou bien s'intègrent dans une structure multinationale de type JLSG¹.

Ce déploiement initial est fondamental pour l'Armée de Terre (le plus gros contributeur de la force).

13 - Base Logistique Terre (BLT).

La BLT, armée par un GST, est un échelon logistique intermédiaire de circonstance entre BLIAT et division.

Au regard de nos moyens comptés et du caractère hypothétique de ce déploiement, y investir mérite réflexion.

f

14 - Base Logistique Divisionnaire (BLD).

La division est l'échelon logistique. Ce cadre « type » a été profondément démarqué dans les engagements récents, l'échelon logistique étant ramené au niveau brigade, voire GTIA, avec des modules logistiques adaptés (BCS, BATLOG ou DETLOG).

Ce dispositif spécialisé « avant » semble aujourd'hui incontournable.

2 – ÉVOLUTIONS.**21 - Transformation de l'Armée de Terre.**

La brigade logistique arme deux PC de pieds et de missions très différents.

Le moment n'est-il pas venu de viser le certain (GSIAT) plus que le possible (GST)² ?

22 - La menace.

Les opérations récentes ont remis l'accent sur certains points de vulnérabilité des unités logistiques, en particulier avec la mise sur pied des convois, devenue de véritables opérations inter armes.

Limiter les bases et les boucles s'impose au titre de l'économie des moyens.

23 - Centralisation de la maintenance.

Les moyens spécialisés de la maintenance sont regroupés dans les bases (réparation lourde, échange matériel complet, etc..) : les unités ne disposent donc plus que de moyens réduits (ELI).

Le poids relatif « maintenance » est remonté d'un cran au détriment des TC2.

24 - Technologie.

Les nouveaux outils (GPS, SIC, SIR, SILCENT) modifient totalement la perception des distances et de l'information, offrant une réactivité logistique, inimaginable encore récemment.

En forme de conclusion

Dans cette optique deux ouvertures peuvent être faites :

- revoir l'organisation et la constitution du PC de GST afin de permettre à la BL de faire effort sur le PC de GSIAT qu'elle doit fournir en priorité.
- reformatage du niveau régimentaire (TC1/TC2/TC3) pour « coller » à la réalité d'aujourd'hui

¹ JLSG (Joint Logistic Support Group) : groupe logistique de soutien inter-armées.

² GST : Groupement de soutien de théâtre.

UNE CERTIFICATION MULTINATIONALE RÉUSSIE : LE « JLSG¹ » DE LA NRF² 11

COLONEL THIERRY POULETTE, CHEF DE CORPS DU 503^{ME} RT

La France participe régulièrement aux différentes NRF, quelles que soient les composantes considérées. En 2007, l'EMA a mis l'effort sur la participation de l'armée de Terre au LCC³, et concomitamment, au JLSG, autre entité à forte composante terrestre.

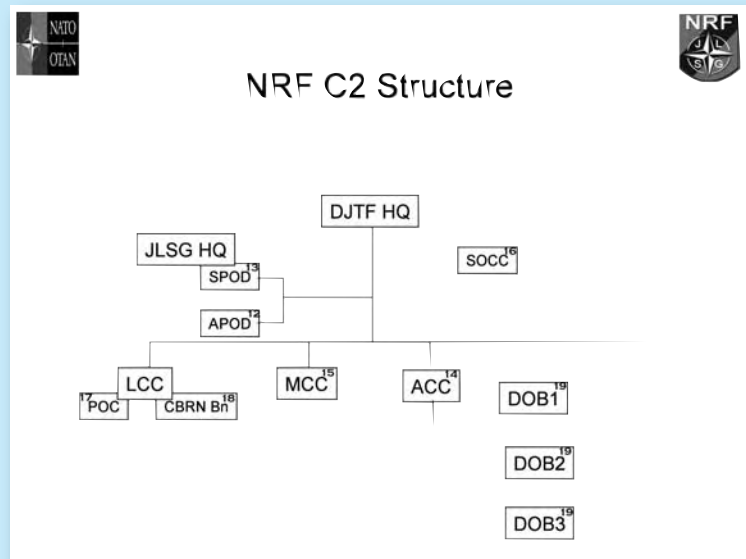
Les unités et états-majors engagés ont donc suivi le cycle NRF de préparation et d'alerte, passant sous les

fourches caudines de la certification multinationale en fin de phase d'entraînement (en mai 2008). Le défi à relever était immense, car il fallait s'approprier et adapter les procédures (les fameuses « caveats⁴ » nationales...), maîtriser la langue anglaise et enfin restituer face à l'implacable OPD⁵ qui attendait cet état-major.

→

f

Fort d'environ 150 militaires, le *JLSG HQ* de la *NRF 11* a conduit à la mise sur pied d'un PC *ad hoc* formé par une ossature de cadres des EM 1^{ère} et 2^{ème} BL, autour de laquelle se sont agrégés des renforts venus du CFLT, des grandes directions (DCCAT, SEA, SID, BTI...) ainsi que de l'armée de l'Air. Entité multinationale interarmées, il comportait également un nombre significatif de logisticiens du *JFC*⁶ Lisbonne, grand état-major otanien qui armait le *DJTF*⁷ HQ.



Le chemin vers la certification a été jalonné de rendez-vous réguliers, séminaire de rédaction des SOP⁸ puis exercices, d'abord montés au niveau national puis sous mandat du *JWC*⁹ Stavanger. Ces rendez-vous successifs permirent au personnel armant le *JLSG HQ* de définir et de roder les méthodes de travail en interne et avec les interlocuteurs extérieurs formant la communauté logistique. (*J4/DJTF*, *M4/MCC*, *A4/ACC*, *G4/LCC*, *TLB HQ* et *NSEs*). Travaillant en anglais et utilisant des moyens d'extrémité et des logiciels otaniens, le *JLSG HQ*, bras armé du *J4/DJTF*, n'a eu de cesse de remplir sa triple mission au profit du commandeur de l'opération, le COM *DJTF* :

- assurer un processus *RSOM*¹⁰ sans entrave permettant à la force de se déployer ;
- prodiguer une vision juste de ses moyens et capacités logistiques grâce à la «*Logistic Recognised Picture*» ;
- rechercher en permanence une efficacité accrue de l'utilisation des moyens et ressources logistiques par essence nationales (mutualisation, économies d'échelle, priorisation des ressources,...).

Lors de l'exercice *Steadfast Juncture*, en mai 2008, le *JLSG HQ* a pu démontrer aux équipes de contrôle de l'OPD l'excellence du niveau atteint et

la parfaite synergie existant entre tous les acteurs de la logistique de la *NRF*, obtenant avec les félicitations du jury la certification lui permettant d'entamer avec sérénité au 1^{er} juillet la phase d'alerte■

- 1 *JLSG (Joint Logistic Support Group)*: groupe logistique de soutien interarmées.
- 2 *NRF (NATO Response Force)*: Force de réaction rapide OTAN
- 3 *LCC (Land Component Command)*: commandement de la composante terrestre de la force.
- 4 Restrictions d'emploi.
- 5 *OPD (Operational Preparation Division)*: organisme de contrôle des PC NRF situé à Lisbonne.
- 6 *JFC (Joint Force Command)*: commandement interarmées de la force.
- 7 *DJTF HQ (Deployable Joint Task Force head quarters)*: PC harpon du *CJTF*. *CJTF*: *combined joint task force*/groupe de forces interarmées multinationales.
- 8 *SOP (Standard/Standing Operational Procedures)*: instructions permanentes.
- 9 *JWC (Joint Warfare Center)*: centre de guerre interarmées.
- 10 *RSOM (Reception Staging and Onward Movement)*: équivalent du RSMI (réception, stationnement, mouvement, intégration).
- 11 *C2: command and control*/commandement et contrôle.
- 12 *APOD: airport of debarkation*/aéroport de débarquement.
- 13 *SPOD: seaport of debarkation*/port de débarquement.
- 14 *ACC: air component command*/commandement de la composante Air/commandant de composante aérienne.
- 15 *MCC: maritime component command*/commandement de la composante maritime.
- 16 *SOCC: special operations component command*/commandement de la composante Opérations spéciales.
- 17 *POC: point of contact*/point de contact.
- 18 *CBRN Bn: chemical, biological, radiological and nuclear battalion*/bataillon nucléaire, radiologique, biologique et chimique /NRBC.
- 19 *DOB: deployed operating base*/base opérationnelle déployée.

LA BSIA¹ LICORNE

LIEUTENANT-COLONEL ERIC RENAUT, CHEF BOI 43^{ÈME} BIMA/BSIA MANDAT XIX

L'opération Licorne est déployée depuis 2002 en République de Côte d'Ivoire. Elle ajuste ses moyens aux nouvelles conditions générales du théâtre, et en particulier à la réorganisation de l'ONUCI², autorisée par la résolution 1865 du 27 janvier 2009.

Jusqu'à l'été 2009, le soutien opératif de la force Licorne était assuré par le 43^{ÈME} BIMA, qui armait la BSIA. Bien que le manuel d'emploi du GS d'une FOT nationale 5 000 hommes prévoit le cas particulier où les échelons logistiques opératif et tactique puissent être co-localisés (avec obligation néanmoins d'un dispositif réversible), le cas particulier d'une BSIA est rarement évoqué en doctrine alors que c'est une réalité courante en opération. La BSIA repose sur le modèle d'une BLIAT³ en petit format. Elle aussi contient une zone des transits, une zone de regroupement et d'attente, ainsi qu'une zone des dépôts et des soutiens, mais toutes mises en œuvre par la même unité de niveau bataillonnaire, commandée par un chef de corps.

La BSIA de Licorne était articulée en deux échelons permanents : une portion centrale à ABIDJAN et un détachement avancé de soutien à BOUAKE. Sa mission était de soutenir les unités de la force Licorne sur le théâtre (soutien de niveau 1 et 2 sauf en maintenance aéronautique), ainsi que les renforts éventuels, mais également de soutenir les matériels mis à disposition des contingents des Etats africains via le DETSOUT ONUCI. Le 43^{ÈME} BIMA/BSIA devait aussi être en mesure de mettre en œuvre certains plans d'opération de la force : sécurisation de l'emprise du camp de Port-Bouët, afflux massif de blessés, soutien de modules Guépard, soutien d'un centre de regroupement et d'évacuation de ressortissants.

Le 43^{ÈME} BIMA/BSIA était composé, outre le DETSOUT ONUCI, d'une compagnie de commandement et de logistique, d'un escadron de transport - transit incluant

notamment un DETIA⁴, d'une compagnie de maintenance adaptée au théâtre, d'un détachement du commissariat de l'armée de terre, d'un détachement du service des essences des armées, d'un groupement santé incluant une ACA⁵ et une SRS⁶, et d'un BPI⁷. Pour faire face aux besoins, la BSIA Licorne était armée par 439 militaires et 488 civils⁸, sans lesquels la mission ne pouvait être assurée, en particulier pour la maintenance et le soutien des sites.

Le concept de BSIA présente une double caractéristique :

- La mission recouvre à la fois le soutien opératif, par nature interarmées et civilo-militaire, et le soutien tactique en l'absence d'un groupement de soutien de la FOT et des TC2 des unités soutenues. La BSIA constitue donc l'échelon de soutien unique de théâtre.
- La BSIA s'appuie généralement sur des unités pré-positionnées. Elle assure le soutien sur les emprises et peut être amenée à détacher des éléments logistiques, polyvalents en soutien des opérations des unités. Cependant la capacité à projeter un détachement temporaire de soutien était entretenue par un exercice interarmées à grande distance d'Abidjan⁹.

Le retour d'expérience montre que d'un point de vue logistique, ce type de soutien (échelon de soutien unique de théâtre) est adapté à une opération de petite envergure en maîtrise de la violence. Il tend à se généraliser pour optimiser le soutien de forces de plus en plus interarmées et dimensionnées au plus juste

1 BSIA : base de soutien interarmées.

2 Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

3 Base logistique interarmées de théâtre.

4 Détachement de transit interarmées aérien.

5 Antenne chirurgicale aérotransportable.

6 Section de ravitaillement sanitaire.

7 Bureau postal interarmées.

8 Personnel Civil de Recrutement Local.

9 Exercice interarmées Grand Est (région Bondoukou-Bouna) en janvier 2009.



LE BATLOG TCHAD

COLONEL CHRISTOPHE BIZET, CHEF DE CORPS DU 517^{ÈME} RT

Le bataillon logistique 3^{ème} mandat, constitué autour du 517^{ème} régiment du Train¹, a effectué un mandat du 10 décembre 2008 au 20 avril 2009 dans le cadre des opérations EUFOR Tchad – RCA, puis MINURCAT.

Bras armé du soutien logistique de la force, le BATLOG a réalisé les missions de soutien du niveau 1 du camp des Etoiles et de niveau 2 des unités déployées. Il a, de surcroît, participé par des patrouilles (à pied ou en véhicules, et de nomadisation) à la sécurisation de l'aire d'opérations.

UN SOUTIEN DE NIVEAU 1 À REPENSER

Soutenir un camp peut très vite amener à assimiler un bataillon logistique à une unité de quartier général ; le raccourci est rapide, et pratique, dans les états-majors qui confondent souvent logistique et soutien à la vie courante.

Cette mission, confiée au bataillon, mériterait d'être clairement séparée du soutien de niveau 2. Ainsi, il serait souhaitable de distinguer, dès l'étape « génération de forces », deux entités distinctes et d'adjoindre à celle dévolue au soutien du camp un élément de *force protection* et un de police militaire. Le système en place n'a pu fonctionner qu'en s'appuyant sur la bonne volonté de tous, alors même qu'une organisation doit être efficace en dehors de toute considération de relations humaines.

LE SOUTIEN DE NIVEAU 2

L'objectif premier du BATLOG a été d'atteindre au plus vite une pleine capacité opérationnelle. Après une période de relative accalmie marquée par les fêtes de fin d'année - un convoi par semaine -, la remontée de la DTO a permis au bataillon de

planifier deux convois par semaine répondant ainsi tant aux attentes de l'état-major qu'à celles des bataillons soutenus. Par ailleurs, le bataillon a eu très vite la volonté de préparer au mieux la transition entre le commandement européen et celui de l'ONU puis de répondre aux nouvelles exigences de la MINURCAT.

DÉPASSER LA SEULE MISSION LOGISTIQUE DU BATAILLON

Malgré une augmentation des missions de soutien de l'avant, le BATLOG a délibérément axé son effort dans les missions de patrouilles et de nomadisation. Par delà la volonté d'aller au contact de la population locale, ces missions avaient pour objectif de faire reconnaître le bataillon comme outil de combat à part entière, concourant ainsi pleinement à la mission de sécurisation de la zone d'opération. Ayant obtenu une zone d'intérêt, le BATLOG a ainsi détaché pendant plus d'un mois un peloton de circulation routière, pendant deux semaines une section PROTERRE en tant que *force protection* au profit du GTIA centre et a participé activement à la relève du bataillon français.

Par le biais des convois et des patrouilles effectués, c'est tout l'Est tchadien qui a été parcouru par le bataillon. Cette présence régulière a assurément contribué à la sécurisation de la région. En outre, ces missions ont permis de faire remonter au FHQ de nombreuses informations, témoignant ainsi que l'arme du train peut être un capteur à part entière dans la chaîne du renseignement ■

¹ 65% des effectifs.

LE DETLOG LIBAN

LIEUTENANT-COLONEL MICHEL VAUTROT, CHEF DETLOG DAMAN VIII

Au Liban, la réussite du soutien logistique de l'opération DAMAN dépend à la fois de l'existence d'une synergie tactico-logistique et d'une réelle volonté d'intégrer les unités de la 1^{ère} brigade logistique au GTIA.

Le maintien d'un haut niveau de soutien nécessite cependant quelques aménagements :

- coordination des actions de soutien et mutualisation des vecteurs ;
- mise en place d'un véritable plan d'approvisionnement de théâtre permettant l'identification «amont» de la ressource, la mise à disposition du matériel et des pièces détachées, la régularité des flux et l'optimisation de la sectorisation ;
- pérennisation d'un parcours de préparation opérationnel commun à toutes les unités du GTIA (MCP, rotation CENTAC et VAP) axé, pour le DETLOG, sur l'aptitude du personnel à soutenir les SGTIA en situation sécuritaire dégradée ; le paramètre le plus dimensionnant résidant dans la nature même de la préparation opérationnelle du DETLOG qui doit être orientée vers une sensibilisation du personnel à la vulnérabilité des mouvements logistiques, les convois constituant durablement la cible molle du dispositif DAMAN.

Sur le plan individuel, la gestion du stress et de la fatigue, la maîtrise des procédures d'urgence et des moyens de transmission, le service de l'armement collectif et les gestes de premiers secours doivent être intégrés de manière permanente aux programmes de préparation individuelle décentralisée (PID)

L'emploi du DETLOG doit, par ailleurs, satisfaire à plusieurs impératifs comme la permanence du soutien courant de la force, le maintien d'une DTO du

matériel majeur supérieure à 90 % et sa capacité à conduire un soutien de l'avant au profit de la QRF¹ et/ou du BATFRA à partir d'un centre de mise en œuvre logistique (CMOLOG).

Au cours du mandat VIII, le soutien des «*long range patrol (LRP)*» de la QRF a mis en exergue tout l'intérêt à projeter, au plus près de la force, des éléments logistiques modulables et adaptés, en mesure de traiter dans l'urgence les besoins immédiats relevant du soutien de l'homme et les demandes d'évacuation des engins blindés et des véhicules.

Se substituant de facto aux TC2 régimentaires, le CMOLOG, activant simultanément deux détachements avancés temporaires (DAT) «*ravitaillement*» et «*maintenance*», peut, dans tous les domaines logistiques, apporter une puissance de traitement instantané des demandes de soutien technique. En effet, son action engendre tant la maintenance de niveau 2, que la sécurisation des convois, l'appui au mouvement, le ravitaillement banalisé, l'activation de plots de carburant et les opérations relevant du SH.

Pour le GTIA, la garantie d'un soutien logistique efficace et adapté passe indubitablement par la connaissance interarmes, la cohérence d'emploi des unités du DETLOG et par une nécessaire coordination entre la manœuvre tactique et le soutien logistique des unités élémentaires avec la mise en œuvre de moyens numérisés d'aide à la décision*

1 QRF (Quick reaction Force): élément de réaction rapide.

LE SOUTIEN DES OPÉRATIONS EN COURS : MODULARITÉ ET SUR MESURE

LIEUTENANT-COLONEL ERIC VINCEDET, CHEF DU BUREAU EMPLOI DE LA 1^{ÈRE} BL

Commençons par énoncer une évidence : le soutien des opérations est aujourd'hui plus que jamais primordial. La technicité des matériels servis, le durcissement des théâtres et la multiplicité des lieux de déploiement conduisent naturellement à renforcer le rôle des unités logistiques.

S'appuyant depuis 2001 pour la constitution de la force sur le principe de la modularité, le planificateur doit tailler au plus juste une ressource rare et chère tout en restant extrêmement attentif à ne pas mettre en jeu la qualité ou la cohérence du soutien fourni aux forces déployées.

Elaborée lors de la génération de forces au sein du GPPO¹, la participation de la logistique à une nouvelle opération répond au principe de juste suffisance du soutien à partir de la définition de « l'effet à obtenir » sur le terrain. C'est donc en terme d'efficacité, c'est-à-dire de rapport coût-efficacité, que la réflexion est alors conduite. A partir du « couteau suisse »² que constituent nos régiments, les modules, voire les parties de modules, sont ainsi retenus et agrégés au sein d'une formation logistique souvent unique en son genre car répondant à un besoin et à un lieu de déploiement chaque fois diffé-

LE CONCEPT DE L'« ENABLING »
CONTRIBUE À RÉPONDRE
EN PARTIE
À CETTE PROBLÉMATIQUE D'UN
SOUTIEN « JUSTE SUFFISANT ».

rents. Cependant le volume de personnel accordé à l'opération est bien souvent défini largement en amont, quelquefois même avant de cerner son but de façon précise, et ne peut être changé. Cette situation conduit à des arbitrages cornéliens entre le volume de la force et celui du soutien, aboutissant parfois à une définition un peu « étriquée » de l'entité logistique.

Bataillon de commandement et de soutien (BCS), bataillon logistique (BATLOG), détachement logistique (DETLOG), tous ces termes caractérisent la nature et les missions des unités logistiques déployées. Jusqu'à l'intérieur même de la formation, avec les unités multifonctions logistiques (UML) qui regroupent plusieurs savoir-faire logistiques, la multiplicité des formes d'engagement traduit la polyvalence de nos unités et leur esprit d'adaptation.

Ce type de construction soulève cependant un certain nombre de problèmes. Il contribue à n'en-

gager que rarement nos unités élémentaires dans leur format organique avec le danger d'une part d'une perte de repères pour les subordonnés, d'autre part d'un module « bancal », souvent non-conforme à la doctrine. De plus, la volonté d'une empreinte logistique minimum conduit à une révision très fréquente de la constitution de nos modules qui se conjugue mal avec des engagements comme l'Afghanistan, **au risque alors d'une préparation insuffisante.**

Le concept de l'« enabling » contribue à répondre en partie à cette problématique d'un soutien « juste suffisant ». Il permet d'engager, sans que cela n'entre dans le volume accordé à la force, certains modules logistiques bien identifiés, rapatriables dès que le théâtre ne juge plus leur utilité indispensable au soutien.

Cette solution, particulièrement adaptée à la montée en puissance d'un théâtre ou à son désengagement, contribue alors au déploiement d'une unité pleinement efficiente ■

1 GPPO : groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle

2 Défini à travers les modules logistiques de la PIA 05-402.

L'ESCORTE DE CONVOI

CHEF D'ESCADRON PHILIPPE BOUTAUD DE LA COMBE, ADJOINT CBOI 121^{ÈME} RT, CHEF OPS DETLOG MINURCAT

TOUT COMBATTANT LOGISTICIEN DOIT MAÎTRISER UN « FOND DE SAC »

Que ce soit en Afghanistan ou au Tchad actuellement ou sur tout autre théâtre d'opérations, les unités logistiques participent aux escortes de convois dans le cadre d'une manœuvre interarmes voire interalliée. Dès lors, tout combattant logisticien (circulateur, transporteur, ravitailleur, mécanicien) doit maîtriser un «fond de sac», d'abord de savoir-faire individuels puis collectifs, «fond de sac» enrichi enfin par la préparation opérationnelle spécifique, adaptée au théâtre.

Les savoir-faire individuels du combattant logisticien doivent faire l'objet d'un entretien constant qui peut se décliner sous forme d'ateliers intégrant du drill gage d'efficacité, et ce, à tous les stades de l'instruction. De l'apprentissage basique aux scénarii plus complexes, ces savoir-faire individuels sont la pierre angulaire du fond de sac à acquérir. L'ISTC tous modules, la maîtrise du secourisme de combat et de la TIC, l'aisance dans la conduite des véhicules de dotation en tous chemins, la parfaite connaissance des matériels transmissions et de la procédure simplifiée, du GPS, des armes collectives ANF1 et 12,7 mm sont autant de pré requis *minimum*. A ce

titre, il importe de s'assurer de la dotation en munitions d'entraînement du fait de la nécessité, nouvelle, de disposer de conducteurs tireurs polyvalents.

En simultanément, et s'appuyant sur des scénarii simples mais de difficulté croissante (de la «simple» sortie d'une *kill box* par l'avant au convoi bloqué devant et derrière), il s'agit d'acquérir les savoir-faire collectifs en réaction à des situations de prise à partie. Chaque scénario doit intégrer le contrôle par la DIREX de points clés évalués systématiquement, au nombre desquels on doit impérativement compter les comptes-rendus succincts/immédiats (sans encombrement du réseau...), le maintien permanent de la sûreté tous azimuts, la prise en compte des blessés et des tués... Dans les exercices finaux, il est essentiel de prévoir une phase de «neutralisation des chefs de contact» afin d'entraîner, en situation, les subordonnés à prendre la mission à leur compte.

Enfin, la formation d'adaptation au théâtre est essentielle et doit être anticipée avant la VAP (validation de l'aptitude à la projection) qui doit remplir sa fonction première de contrôle. Compte tenu du nombre

limité d'infrastructures adaptées et spécialisées, il est impératif de faire preuve de pragmatisme et de travailler avec l'existant en s'appuyant, non seulement sur les RETEX disponibles, mais aussi, sur l'expérience du personnel ayant déjà effectué une mission sur le théâtre.

Dans l'optique de missions de plus en plus souvent conduites dans un cadre interallié, il apparaît «judicieux» de travailler l'anglais opérationnel de base ainsi que la messagerie OTAN, voire d'envisager de l'utiliser au quotidien lors des exercices franco-français.

Tout logisticien doit être à même de s'intégrer dans un convoi et de mener ou participer à son escorte.

Le fonds de sac à acquérir nécessite non seulement un travail de fond de tous les instants mais également l'élaboration et le jeu d'exercices, concrets et réalistes, qui suscitent toujours l'adhésion de la troupe.

La préparation opérationnelle demeure plus que jamais d'actualité afin que les logisticiens soient à même de remplir leur mission selon une approche qui, somme toute, n'est pas très éloignée du concept anglo-saxon de «*combat logistics patrol*»■

SPÉCIFICITÉ DU SOUTIEN AU RAVITAILLEMENT « VOIE TERRESTRE »

COLONEL GUY PATUREAU-MIRAND, CHEF DE CORPS DU 511^{ÈME} RT

En Irak, d'une guerre à l'autre, nos alliés américains ont redécouvert qu'«*every soldier is a rifleman*»¹.

Puisque «la guerre au sein des populations constitue désormais et pour longtemps le cadre général des engagements»², le logisticien rejoint, pour autant qu'il l'ait quitté un jour, le monde des combattants. La réintégration de la logistique dans la tactique l'impose aussi dans le développement des nouveaux outils technologiques.

Les engagements lacunaires exposent la logistique terrestre à des menaces un temps minimisées. Le ravitaillement de pions isolés contraint le dispositif tactique et expose les convois.

Les unités à ravitailler sont désormais isolées, dans un milieu incontrôlé, accessibles par des itinéraires comptés. En bases ou mobiles, leur positionnement tactique doit être viable. En Irak, l'évolution du dispositif des FOB peut obliger l'ennemi à quitter un milieu connu dans lequel il se fond pour se détacher dans un environnement auquel il est étranger. Le relief afghan, lui,

limite les réseaux de communication. La réflexion logistique ne peut plus se contenter de suivre le schéma tactique, elle doit en accompagner la définition.

Les convois de ravitaillement se déplaçant donc dans des milieux incertains, ils doivent être conçus comme des opérations de combat intégrant renseignement, protection, et capacité de recours à des appuis, feu certes, mais aussi maintenance ou santé, appuis qui seront, eux aussi, conçus comme autant de missions de combat ; en guerre asymétrique, la protection d'une ambulance relève aussi du combat. Ainsi, le ravitaillement par voie terrestre n'est-il plus seulement comptable du soutien, il participe aussi, et entièrement, à la définition et à l'exécution de la manœuvre.

Accélérateur formidable du combat, l'outil numérique doit désormais totalement intégrer la logistique. Le soutien terrestre est un pion tactique, et le traitement automatique des données accroît la liberté de manœuvre.

La numérisation de l'espace de bataille inclut désormais le dispositif logistique dans le champ de connaissance du chef interarmes. L'intégration du GSD³ au réseau divisionnaire réduit l'espace lacunaire et les menaces sur le dispositif. Elle permet aussi, une accélération des appuis et la réduction des pertes. La numérisation autorise ainsi une vision «anticipative», qui n'est aujourd'hui que partiellement exploitée. Le vecteur FCS⁴ américain informera de la situation tactique, mais aussi logistique. Le traitement automatisé des données, confronté à des modèles numérisés, permettra l'anticipation non seulement de l'approvisionnement, mais aussi de son positionnement au cours de toutes phases d'une opération. «La logistique n'a pas le pouvoir de déterminer les modes d'action, cependant elle peut en interdire certains»⁵. Sa numérisation peut, à terme, en offrir de nouveaux.

Frein à l'autonomie du chef interarmes aussi décrié que les restrictions budgétaires, le ravitaillement par voie terrestre peut, une fois redevenu partie intégrante du combat et intégré dans les outils numériques, non pas hypothéquer mais accélérer sa victoire ■

**LES CONVOIS DE RAVITAILLEMENT
DOIVENT ÊTRE CONÇUS COMME DES
OPÉRATIONS DE COMBAT.**

1 Chaque soldat est un combattant
2 FT-02, p.4.
3 Groupement de soutien divisionnaire.

4 FCS (*Future Combat System*): système de combat futur.
5 FT-02, p.98.

LA SPÉCIFICITÉ DU SOUTIEN SANTÉ

MÉDECIN EN CHEF LAURENT CASSAGNOU, CHEF BOI 3^{ÈME} RÉGIMENT MÉDICAL

Les conflits modernes tendent à se polariser dans les zones urbaines, rendant plus complexes les opérations tactiques, leur soutien logistique et plus particulièrement le **soutien santé**. L'intensité des combats en zone urbaine nécessite plus que jamais une parfaite **adaptation** de la chaîne d'évacuation médicale des blessés, et son adéquation aux conditions de leur prise en charge initiale.

La 2^{ème} compagnie du 3^{ème} régiment médical est engagée sur le **mandat AZUR** et a participé à de nombreux exercices, dans un cadre interarmes, en particulier en soutien d'un GTIA en action de coercition de force. Ses **RETEX** permettent de dégager certains enseignements et de mettre en évidence des éléments dimensionnants pour le soutien.

ENSEIGNEMENTS MAJEURS ET PISTES DE RÉFLEXION RELATIFS AUX...

1. ... délais à tenir.

Extrait sous le feu, mis à l'abri, le blessé est pris en charge, dans les suites immédiates de la lésion, par un combattant ou le blessé lui-même grâce au **sauvetage de combat** (les 10 minutes de « platine »). Le délai idéal entre le lieu de la blessure et le premier chirurgien est de une heure (la **Golden Hour**). Dans la doctrine française, si ce délai ne peut être tenu, le geste chirurgical devra être effectué, au niveau de l'ACA¹ dans les deux heures suivant la lésion -soit le délai entre le poste médical (PM) et l'ACA- dans le cadre de la « chirurgicalisation » de l'avant. Ce concept s'apparente au *damage control surgery* de la doctrine anglo-saxonne.

Le délai idéal entre le lieu de la blessure et le premier chirurgien est de une heure (la Golden Hour).

2. ... moyens à consentir.

L'ACA en soutien des unités de combat pourrait être déployée en zone péri-urbaine, en fonction du rythme imposé par la mission / de la stabilité de la situation, et sur un plot sécurisé compte-tenu des délais de redéploiement. Elle pourrait s'appuyer sur une infrastructure locale en dur. Dans ce contexte, l'adjonction d'un PM co-localisé en amont de l'ACA est hautement souhaitable ; le PM permet l'accueil et la catégorisation des blessés, l'ACA traite.

Un renforcement initial en VAB SAN au niveau des moyens organiques du GTIA permet de gagner le délai d'une demie rotation et diminue la durée d'indisponibilité des moyens du sous-groupement tactique. De même, des VAB SAN positionnés en zone sécurisée (au niveau d'une ACA par exemple) sont en mesure d'intervenir sous escorte de protection sur une attaque de convoi sur l'axe logistique arrière.

Une zone de poser, vaste et sécurisée, en périphérie urbaine, permet le chargement des blessés médicalisés dans l'HM². **L'évacuation par voie aérienne** est à privilégier dès que possible dans une véritable course contre la montre pour sauver des vies.

3. ... contraintes du temps réel.

L'espace opérationnel santé nécessite une **régulation médicale** en temps réel permettant de garantir la qualité et la rapidité de la prise en charge des blessés.

Le respect de la *Golden Hour* passe par l'association étroite des médecins à la manœuvre, à l'emploi judicieux et complémentaire des HM et des véhicules d'évacuation médicale, dans une coordination sans faille en concertation avec le commandement opérationnel.

La numérisation de l'espace de bataille (NEB) peut par ailleurs apporter une réponse adaptée par la transmission efficace des données métier entre les acteurs du soutien santé, processus qui doit permettre d'améliorer les chances de survie ou de pronostic des blessés en réduisant les délais pré opératoires.

L'engagement en zones urbaines conduit à adapter nos modes de travail à l'exemple des missions dans le cadre de l'OTAN.

Le facteur temps guide la stratégie opérationnelle du soutien santé en raison de l'imbrication de nombreuses contraintes médicales avec l'activité opérationnelle. Dans le domaine médical aussi, la maîtrise de l'information équivaut à un gain de temps qui peut s'avérer décisif pour la suite des opérations.

Le RETEX des exercices, l'entraînement et l'instruction conduits de façon privilégiée dans un cadre interarmes au CENZUB contribuent à dégager des pistes d'améliorations qui, une fois validées, sont intégrées dans la préparation opérationnelle au niveau du régiment*

1 ACA : antenne chirurgicale avancée (role 2 « Light Manoeuvre » dans la terminologie OTAN).

2 HM : hélicoptère médical ou médicalisé ?

LE SOUTIEN DE L'HOMME

LIEUTENANT-COLONEL STÉPHANE LESCOFFIT, CHEF DU BOI DU 4^{ÈME} GLCAT

Le soutien de l'homme est l'ensemble des services et moyens concourant à maintenir la capacité opérationnelle des combattants dans la durée, dans toutes les phases d'une opération et en toutes circonstances, par la satisfaction des besoins individuels (alimentation, habillement, protection balistique) et collectifs (matériels de vie en campagne, hébergement, mobilier).

Les unités du SH ont donc pour missions essentielles de :

- nourrir : approvisionner en vivres et eau sanitaire, stocker, allotir, gérer la ressource, mettre à disposition des unités les matériels de restauration, et produire du pain frais ;
- habiller : fournir les effets spécifiques et techniques, éventuellement le renouvellement des paquetages communs et des effets pour les prisonniers de guerre, dont les matériels mortuaires ;
- héberger : mettre à disposition des unités des matériels de campement (module 150), d'hygiène, d'ameublement et des matériels de chauffage ;
- entretenir l'ensemble des matériels spécifiques par les électromécaniciens frigoristes.

Les deux groupes logistiques du commissariat de l'armée de terre (GLCAT) agissent en métropole et en OPEX et les établissements spécialisés du commissariat de l'armée de terre (ESCAT) uniquement en métropole ; ces entités sont en charge :

- du stockage des ressources et de leur comptabilité ;
- de la mise à disposition des ressources ;
- de la maintenance et de la remise en condition des matériels ;
- de la distribution et de l'entretien des effets de protection ;
- de la continuité du soutien territorial.

Sur les théâtres d'opération, le SH conduit le soutien de son domaine, gère le matériel et la ressource dont il a la charge, et assure les actions relatives à la condition du personnel. Dans ce contexte, les GLCAT sont constitués, selon les circonstances, en détachements de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie composés à partir des six compagnies de soutien de l'homme (CSH) dont le volume et les structures sont proportionnels aux effectifs à soutenir.

Les GLCAT sont des unités logistiques caractérisées par leur modularité, leur mobilité, leur technicité et leur interopérabilité. Leur structure permet d'en adapter le dimensionnement à l'effectif et à la composition de la force et leur confère une souplesse d'emploi. Appelés à travailler en étroite coopération avec le génie (eau), le service de santé (vivres et eau) et le transport pour la coordination des livraisons, ils assurent la livraison des ressources nécessitant le recours à des moyens de stockage et de transport spécialisés (vivres réfrigérés et surgelés, KCM, citernes eau 10 m³) ; pour ce faire,

ils s'appuient sur des spécialistes détenant des savoir-faire particuliers (électromécaniciens-frigoristes, boulangers, eau, affaires mortuaires) qui mettent en œuvre un large éventail de matériels spécifiques (matériels de stockage, de production, de vie courante, etc).

Actuellement, les deux GLCAT peuvent assurer le soutien de l'homme d'un théâtre complet¹, avec :

- un PC de GLCAT et au moins une CSH² au niveau de la BLIAT ou de la BLT ;
- un PC harpon de GLCAT et une CSH au niveau de la BLD.

A l'horizon 2011, est programmé le regroupement des deux GLCAT en un RSO (régiment de soutien opérationnel ou régiment de soutien des opérations), composé de six CSH. Compte tenu de la spécificité de ses missions, cette nouvelle formation pourrait également être dénommé RLSH (régiment logistique de soutien de l'homme) ou RSH (régiment de soutien de l'homme). Dans tous les cas de figure, ces évolutions nécessiteront très probablement de redéfinir, au moins en partie, la doctrine SH et dans le même temps de procéder à une augmentation substantielle de ses moyens de commandement afin d'être en mesure d'armer des PC SH auprès des trois niveaux logistiques de théâtre. Dans ce nouveau contexte, il pourrait se voir confier, à terme, la fonction de PC, à l'identique des régiments du train[■]

1 CAT 102, manuel d'emploi du Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre en OPEX.
2 CSH: Compagnie Soutien de l'homme.

LA LOGISTIQUE UN MÉTIER ET SURTOUT UN ÉTAT D'ESPRIT

GÉNÉRAL DE BRIGADE JEAN-PHILIPPE HOUDINET, ADJOINT SOUTIEN DU COMMANDANT DES FORCES TERRESTRES

A la fois connaissance, science et art, se devant d'être exigeante sans être tyrannique, la logistique est une fonction incontournable, intégrante et démultiplicatrice d'effets. Etre combattant-logisticien nécessite de maîtriser en permanence les deux volets du métier de soldat, le technicien expert à son niveau de compétence dans son domaine du soutien et le combattant aguerri, rompu à l'action interarmes en mesure de prendre part à toutes les phases de l'engagement, quelles qu'en soient les conditions. Métier à part, mais à part entière, et même si parfois la logistique ressemble à une science qui se veut exacte, être logisticien doit demeurer avant tout un état d'esprit de combattant au service des autres pour la réussite de la mission commune.

Les logisticiens partagent au quotidien les mêmes conditions d'engagement que la force. Ils ne sont jamais seuls sur un théâtre et toute mission, en particulier les convois, procède d'une manœuvre interarmes plus ou moins élaborée selon la situation tactique. La logistique est particulièrement exigeante car elle ne connaît aucun répit pendant toute la durée de déploiement : la vie au quotidien ne s'arrête jamais, le soutien du combattant non plus, qu'il y ait engagement de combat ou non. La sanction du résultat logistique est quotidienne et sans appel («go ou no go»). De plus, les théâtres d'opérations d'aujourd'hui, particulièrement imbriqués, ne laissent plus la place à un déploiement linéaire et à la notion d'arrière voire de «planqués». Le risque est omniprésent même en situation «stabilisée», les déploiements

«LA LOGISTIQUE, MÉTIER À PART, MAIS À PART ENTIÈRE»

comme les déplacements logistiques constituent des cibles privilégiées dans un combat asymétrique.

Le savoir faire des unités de soutien est largement reconnu, y compris par nos alliés. Les logisticiens n'ont donc pas à rougir de ce qu'ils font : le complexe de «l'épiciériste» ou du «clerc de notaire à lustrines» ne peut les habiter. Bien que souvent compliquée et parfois ingrate, la mission de soutien est passionnante lorsqu'on la vit

dans l'esprit de «servir». C'est la théorie de l'écuier : sans lui pas d'armure, pas de destrier, pas de mise en selle, donc pas de tournoi et pas de victoire pour le chevalier. Certes souvent dans l'ombre,

l'écuier est plus que le serviteur indispensable, il est le compagnon d'armes du chevalier. Ce service n'a donc rien à voir avec une servitude... mais est au contraire un honneur car le soutien permet aux forces de durer et d'emporter la décision.

Le logisticien doit par ailleurs garder en permanence à l'esprit qu'il est, au profit de la force, un gestionnaire du pire et des délais (anticipation maximale), un professionnel de l'imprévu (adaptabilité et réactivité permanentes) pour satisfaire en permanence, quelles que soient les circonstances, le besoin opérationnel et légaliser ensuite. Le logisticien recherche donc toujours le meilleur rapport «coût-efficacité-rapidité» de soutien. Si la maxime «souple, félin et manœuvrier» est toujours d'actualité pour le fantassin français, celle du logisticien semble être «anticipatif, réactif et intégré à la force», la fierté de «SERVIR» transcendant son action ■

REQUALIFIER LE PC DE LA BASE LOGISTIQUE DIVISIONNAIRE ?

COLONEL CHRISTIAN BARRIERE, COLONEL ADJOINT DE LA 1^{ÈRE} BL

1. UN PEU D'HISTOIRE...

Les divisions types 77.

Les anciennes DB, DI, DLB, en moyenne à 8000 hommes, disposaient organiquement de 7 régiments de mêlée ou d'appui et d'un *Régiment de Commandement et de Soutien* (RCS), qui à partir de ses unités organiques du niveau bataillon ou compagnie et de renfor-

cements extérieurs, armait et commandait la *Base Divisionnaire* (BD).

En quelques chiffres, ce dispositif représentait :

- 5 zones fonctionnelles,
- 5 unités spécialisées (TRN, MAT, SAN, CAT, SEA),





f

- 8 TR,
- une zone de 100 km²,
- 1 500 personnes et environ 750 véhicules.

La division type OTAN.

En national, elle se compose de près de 19 000 hommes, répartis schématiquement en 2 brigades (10 000 hommes), des éléments d'appuis (6 000 hommes) et des éléments de soutien (3 000 hommes) ; ce dispositif est en général renforcé par 1 brigade alliée et son soutien (8 000 hommes).

Le soutien est assuré par la *Base de Soutien Divisionnaire* (BSD) dont le déploiement représente :

- 6 zones fonctionnelles,
- 1 RT-RS pour le PC BSD (lequel joue un rôle de coordination en matière de déplacements, déploiements, sûreté, etc...) ainsi que 3 formations de niveau régimentaire ou assimilé et 1 unité du génie,
- 15 TC2,
- 1 renfort infanterie,
- une zone dont la superficie moyenne de 250 km² peut être portée à près de 400 km²,
- 3 300 personnes et 1 500 véhicules.

2. PC DE RT-RS ET PC DE BSD : CE QUI SE DIT, CE QU'ON EN PENSE...

Le commandement de la BSD par un RT-RS a été d'évidence influencé par la formule antérieure des BD/RCS. Ce choix de faire commander la BSD par le chef de corps du RT-RS laisse souvent dubitatif, compte tenu :

- du volume à gérer (3 fois la taille d'un régiment),
- de l'ampleur de la mission,

- d'un niveau hiérarchique jugé insuffisant (en affichage externe et en interne base), avec le facteur aggravant d'un chef de corps de RT-RS parfois lieutenant colonel,
- de la faiblesse de la passerelle du RT-RS et de son incapacité structurelle à durer.

3. DOIT-ON EN CONSÉQUENCE REQUALIFIER LE PC BSD ?

Si depuis 1998, la BSD n'a jamais été déployée en vraie grandeur, ses PC (base et zones fonctionnelles) ont été joués lors de CPX comme les ANTARES. Les enseignements tirés ont permis de moduler les critiques en replaçant les choses à leur juste niveau et non sous une quelconque influence culturelle militaire. Deux enseignements essentiels méritent d'être retenus :

- *la mission impartie au PC BSD ne présente pas de difficultés majeures y compris pour un tel volume de forces.* Par ailleurs, positionner son chef au niveau colonel est en national comme en multinational suffisant mais descendre en dessous de ce seuil est un facteur de risques potentiels ; il est donc hautement souhaitable, pour ne pas dire impératif, de lier la prise de commandement du RT-RS à la détention de ce grade.
- en revanche, il est notoire que les éléments de commandement (la « passerelle ») du RT-RS sont sous-dimensionnés.

La restructuration des 5 RT-RS de demain semble donc bien présenter une fenêtre d'opportunité pour réexaminer les DUO tant au niveau des effectifs, en étoffant les éléments de commandement (EMT) de manière significative, qu'à celui des matériels, en dotant les formations des moyens SIC nécessaires à l'auto entraînement.

Par ailleurs en génération de forces, il ne faudra pas hésiter à mettre à contribution la ressource globale (2 RT-RS pour une passerelle de BSD) ■

QUEL ENTRAÎNEMENT POUR LE SOUTIEN DE QUEL COMBAT INTERARMES ?

Jusqu'à la création des brigades interarmes de la force d'action terrestre, la division française était l'échelon de cohérence pour la préparation opérationnelle et l'engagement. Cette homogénéité structurelle s'accompagnait d'une homogénéité des relations et des méthodes de travail. L'avènement de la modularité

dans les années 90 a bouleversé cette organisation. La disparition d'une menace directe et la multiplication des interventions pour des crises de faible et moyenne intensité ont conduit à redéfinir la structure des unités.

➔

COLONEL ERIC PELATAN, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA 1^{ÈRE} BL

f

La génération de force à partir du plus petit pion d'emploi s'est accompagnée d'une perte du soutien organique d'origine dont la parcellisation des moyens n'a pas été aussi aboutie. Intégré auparavant à la grande unité, le soutien s'est externalisé ce qui conduit la brigade à n'être qu'un client pour une logistique qui n'est que prestataire de service.

Malgré ce «bouleversement», la logistique «armée de terre» a conservé l'efficacité de son soutien au profit des forces. Elle a acquis une certaine autonomie en se positionnant entre l'interarmes et l'interarmées. Gagnant ses lettres de noblesse, elle a cependant souffert à n'être plus intégrée à la brigade. Cette identité s'est sacrifiée par l'émergence d'une nouvelle exigence, la «synergie tactico-logistique», traduisant le décalage des relations entre unités «mêlée/appui» et unités logistiques.

Désormais, la brigade «interarmes» arme des structures de circonstances (GTIA¹, SGTIA²) auxquelles il manque le module de soutien. Lors d'un engagement, cette déficience est compensée par la mise en place d'un module logistique, non associé cependant en phase d'entraînement.

Cette carence de représentativité est renforcée par la complexité à obtenir des moyens logistiques, ces der-

niers s'avérant peu disponibles en raison de leur implication dans le soutien des opérations, le soutien en opération et le soutien sur le territoire national.

Pour réduire cette fracture, il convient de faciliter l'intégration des unités logistiques dans la préparation opérationnelle des unités «interarmes». A l'instar des projections, il faut adapter le besoin à la spécificité de l'action en remettant en cause l'autonomie de la logistique et en imposant à la brigade «interarmes» de prendre en compte les entités logistiques dès la conception des activités. Prenant sous contrôle les modules logistiques, la brigade doit appréhender leur entraînement en faisant effort sur la spécificité du cadre espace-temps (en décalage par rapport à l'action principale), l'identification d'une structure pour coordonner l'action (rôle du S4) et la diffusion jusqu'au niveau unité élémentaire d'une connaissance logistique (intégration de l'action logistique dans le compartiment de terrain concerné).

En fait, la mise en œuvre de structures modulaires émanant des commandements logistiques (SMITer, 1^{re} BL), au profit d'un GTIA (ou SGTIA) doit devenir le lot commun de l'entraînement «tactico-logistique».

1 GTIA : groupement tactique interarmes.

2 SGTIA : sous-groupement tactique interarmes.



NOS LECTEURS NOUS INFORMENT

DU LEADERSHIP...

Le général de brigade H.R McMaster¹ est certainement aujourd'hui le général de brigade le plus célèbre dans l'armée américaine. Après son expérience de combat blindé, en 1991, pendant la première guerre du Golfe, il est celui qui obtint les premiers succès en Irak par l'introduction des méthodes de la *Counterinsurgency* à Tal Afar en 2005-2006. Ces résultats le firent remarquer par le général Petraeus pour qui il travailla jusqu'à sa récente affectation à TRADOC. Il critiqua sévèrement le commandement américain lors de la guerre du Vietnam dans le cadre d'une thèse puis

d'un livre intitulé «*Dereliction of Duty*» publiés à la fin des années quatre-vingt-dix. Ce livre eut un certain retentissement.

Aussi, lorsqu'il s'exprime au *Naval War College* au sujet des erreurs commises par le commandement en Irak, il est écouté avec attention... **Il plaide ainsi pour que l'éducation des futurs chefs mette l'accent sur l'adaptabilité et sur la capacité à admettre l'ambiguïté.**

→

COLONEL JEAN-CLAUDE BREJOT, CHEF DU DLT-USA

LE MENSUEL EST MIS EN LIGNE
PAR L'EMAT/CCB (EX BRI)
SUR LE SITE INTRATERRE DE L'EMAT

f

Au delà de cette personnalité militaire marquante, **c'est toute l'Army qui se mobilise** pour transformer le comportement de ses futurs chefs au combat. Si récemment, le général Dempsey, *TRADOC Commanding general*, a donné des ordres dans le cadre d'une directive spécifique pour la formation des officiers², les travaux ont débuté depuis déjà quelque temps, ne serait-ce qu'au sein de l'enseignement militaire supérieur (*Command and general Staff College* à Fort Leavenworth, Kansas)³.

Car l'expérience en Irak a montré qu'au plus petit niveau tactique, le chef au combat doit comprendre son environnement et accepter une certaine forme de chaos qu'il combatta par des prises d'initiative. **Mais cette expérience a mis également en lumière l'extraordinaire exigence que la complexité du combat contemporain impose au plus haut niveau de commandement.** Or, en 2003 puis jusqu'en 2007 (changement de stratégie avec la mise en œuvre du *Surge* par le général Petraeus), le commandement s'est trompé⁴. La mise à la retraite récente du précédent commandant de l'ISAF procède certainement d'une même perception à Washington.

Si aujourd'hui l'armée américaine est la seule au monde à assumer des responsabilités opérationnelles (Irak et Afghanistan) d'une telle ampleur, les erreurs récemment commises rappellent que l'Histoire est riche d'exemples⁵ similaires. **Or, la formation et l'éducation des futurs chefs sont finalement le seul investissement qui permette de tenter d'éviter des erreurs aux conséquences dramatiques.**

Cet investissement, l'Army le consent maintenant en capitalisant sur une expérience opérationnelle aujourd'hui conséquente■

Pour en savoir plus, lire dans le Mensuel d'octobre 2009 :

- sur la **doctrine** :
 - les **priorités doctrinales de l'Army en 2009-2010**, dans la rubrique de l'OLT de Fort Leavenworth.
- sur le **renseignement** :
 - la **National Intelligence Strategy**, dans la rubrique de l'OLT de Fort Huachuca,
 - les expérimentations opérationnelles du Corps des Marines **au niveau du Sous-GTIA**, dans la rubrique de l'OLT de Quantico.
- sur la **formation** :
 - la stratégie de l'Army en termes de **formation des officiers**, dans la rubrique de l'OLT de Fort Monroe
- sur les **équipements** :
 - **le système d'information et de commandement SECOMP-I** (adapté à l'entrée en premier), dans la rubrique de l'OLT de Fort Gordon
- sur **l'organisation opérationnelle**
 - **les compagnies renforcées** dans le *Marine Corps*, dans la rubrique de l'OLT de Quantico,
 - **présentation de JFCOM** dans la rubrique de l'OLT de Fort Leavenworth,
 - **les structures EOD** dans la *Navy, l'Air Force et le Marine Corps*, dans la rubrique de l'OLT de Fort Leonardwood.

Sans négliger les brèves...

1 Il sert aujourd'hui au sein d'ARCIC (*Army Capabilities Integration Center*), U.S. Army Training and Doctrine Command, Fort Monroe, Virginia.

2 Voir dans ce mensuel l'article du colonel DARRAS, officier de liaison à TRADOC.

3 Voir mensuel de septembre 2008, «les directives du général commandant le CAC» par le colonel Jean-Claude BREJOT.

4 ...a formal Pentagon review, led by two former secretaries of defense, James SCHLESINGER and Harold BROWN, came to a similar conclusion about the lack of mental agility at the pentagon. «In Iraq, there was not only a failure to plan for major insurgency, but also to quickly and adequately adapt to the insurgency that followed after major combat operations» dans «Fiasco, The American Military Adventure in Iraq, Thomas E. RICKS, Penguin Books, 2006». Voir aussi «The limits of Power, the end of American Exceptionalism», Andrew J. Bacevich, 2009.

5 «Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave», «L'étrange défaite», Marc BLOCH.

ENTRAÎNEMENT DES ANALYSTES OPÉRATIONNELS AMÉRICAINS

CHEF DE BATAILLON ROLAND GOFFETTRE, CHARGÉ D'ÉTUDES AU BUREAU ÉTUDES ET RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

Le bureau études et recherche opérationnelle (BERO) de la DSRO mène une veille technologique sur la capacité américaine d'analyse opérationnelle, qui s'est notamment illustrée par l'usage qu'en fit le général Petraeus devant le Congrès pour défendre les premiers résultats de sa «stratégie de l'Anaconda» et obtenir l'effort demandé pour le *Surge*.

Dans le cadre des échanges réguliers conduits avec les principaux centres d'analyse¹ de l'*U.S.Army*, un officier du BERO a suivi en août 2009 le stage de préparation opérationnelle des analystes (O-Course²). Cette mission a permis de mieux cerner le profil des analystes, les outils utilisés et la nature de la formation.

DES HOMMES AVANT TOUT

Les états-majors de niveau corps et division intègrent systématiquement 2 ou 3 ORSA³. Des officiers issus des centres d'analyse les renforcent en opération et arment des cellules au sein des BCT⁴. Sur 478 analystes militaires, 44 sont aujourd'hui déployés en Irak et en Afghanistan et apportent un appui scientifique à l'élaboration des décisions opérationnelles.

Leur sélection porte sur les qualités humaines nécessaires. En effet, «*la capacité d'un ORSA à assister le processus d'élaboration d'une décision opérationnelle et à s'y insérer avec son panel d'outils d'aide à la décision, de la façon la moins intrusive possible, est un art en soi*»⁵. Enfin, la solide formation scientifique reçue au *Army Logistics Management College* complète une première partie de carrière opérationnelle permettant de passer des chiffres au «*So what?*».

DES OUTILS IDENTIFIÉS

Les ORSA s'appuient principalement pour leurs analyses de données sur une excellente maîtrise du triptyque Access-Excel-Powerpoint. Les capacités de ce dernier sont néanmoins étendues grâce à des bibliothèques de macros commerciales, dédiées à l'analyse statistique et à la création de graphiques. Un système d'information géographique (ArcGIS) complète la panoplie et permet des visualisations efficaces de données sur cartes.

Ces outils performants seraient néanmoins inutiles sans la mise en place de bases de données de théâtre (SigActs, CIDNE⁶) et l'exploitation systématique de la numérisation des unités (comptes-rendus numérisés et *Blue Force Tracking*).

UNE FORMATION ADAPTÉE

Depuis août 2007 et à raison de 2 sessions de 15 jours par an, le O-Course regroupe avant projection une vingtaine d'analystes de l'*Army*, ainsi que des *Marines* et des stagiaires étrangers, notamment allemands et australiens.

De nombreux rappels et exercices sur les outils étudiés en formation initiale portent sur la collecte de données, la recherche de corrélations entre événements, la mise en lumière de tendances, la construction de sondage, etc. Principalement conduits sur des données réelles, ces exercices constituent également un aperçu de la situation des théâtres.

Enfin, les témoignages d'ORSA revenant d'OPEX diffusent quelques bonnes pratiques et un savoir-être qui contribuent à asseoir l'expertise de la communauté et à construire l'excellente réputation des analystes auprès des états-majors de haut niveau de l'*Army*.

La mise en place d'une telle capacité d'analyse dans l'armée de Terre française est envisageable. Le niveau scientifique requis est largement à la portée des chercheurs opérationnels du BERO et d'autres officiers d'état-major. Mais, outre la sélection du personnel, la principale difficulté reste la disponibilité des données, qui doivent être recueillies à la source en vue d'une analyse. Cette capacité serait nécessairement plus modeste que l'exemple américain, à l'image de celle récemment créée par la Bundeswehr. Au delà de la veille en recherche opérationnelle, la question mérite une réflexion doctrinale étendue, tant elle est liée au développement de la NEB et de la gestion de l'information■

¹ Center for Army Analysis (CAA), Training and Doctrine Command Analysis Center (TRAC), Army Materiel Systems Analysis Activity (AMSAA).

² Operational training course.

³ Operations Research & Systems Analyst.

⁴ Brigade Combat Team.

⁵ Major Stephanie TUTTON (CAA).

⁶ Significant Activities (base Access), Combined Information Data Network Exchange (interconnexion de bases).